

Chômage régional

estiment qu'ils savent régler tous les problèmes. Je sais que dans ma province, le Manitoba, des fonctionnaires provinciaux n'ont pu en arriver à une entente avec les fonctionnaires fédéraux après avoir passé trois ans à essayer de mettre sur pied un programme à frais partagés dans le Nord du Manitoba.

Mon collègue de la Nouvelle-Écosse étant absent, permettez-moi de faire consigner au Hansard quelques-unes de mes opinions au sujet de la situation désastreuse de l'Île du Cap Breton. La sidérurgie de la région a employé des milliers de personnes pendant de nombreuses années, à des taux de rémunération relativement élevés. Hélas, au cours des deux dernières années, elle a dû mettre à pied plusieurs milliers de travailleurs, auxquels la région n'offre pas d'autres emplois. Les mises à pied sont directement attribuables à la récession qui se fait sentir non seulement au Canada, mais dans tous les pays occidentaux industrialisés. Mais elles sont aussi dues en grande partie au fait que les ex-propriétaires de l'usine ont négligé pendant des années d'utiliser leurs profits pour moderniser l'usine et son matériel.

● (1600)

A cause de cela, l'usine, qui, au surplus, est défavorisée du point de vue géographique, est maintenant incapable de livrer concurrence aux autres usines du Canada ou d'ailleurs. Les habitants de la région doivent maintenant compter sur le gouvernement fédéral et la province pour dépenser beaucoup d'argent, c'est-à-dire au moins plusieurs centaines de millions de dollars, pour moderniser la capacité productrice de l'usine.

Sinon, il ne reste que deux possibilités à ces Canadiens. Ou bien ils seront des chômeurs chroniques et des milliers de travailleurs compétents et disposés à travailler subsisteront grâce à l'aide sociale, ou bien ils devront déménager à des milliers de milles de chez eux pour trouver de nouveaux emplois en laissant derrière les maisons, les écoles, les hôpitaux et tous les services nécessaires pour mener une vie convenable. Tous ces locaux et ces services seront inutilisés. Si les travailleurs déménagent, il faudra construire de nouvelles maisons, des écoles, des hôpitaux et des centres de loisirs dans les villes qui les accueilleront. Pourquoi ne l'a-t-on pas fait? C'est parce que le gouvernement ne croit pas dans la planification régulière et à long terme de l'économie, qui est pourtant nécessaire.

Il y a deux problèmes. Il y a le problème à long terme qui consiste à savoir comment le Canada, c'est-à-dire un vaste pays relativement peu peuplé, peut livrer concurrence sur les marchés internationaux et ses propres marchés avec d'autres pays qui ont des industries très efficaces. Je veux parler par exemple des États-Unis, de l'Allemagne et de la France. Le gouvernement n'a rien fait qui puisse montrer au Parlement ou au peuple canadien qu'il songe vraiment à ces problèmes.

Il y a aussi le problème immédiat des 900,000 personnes et plus qui, selon les chiffres officiels, sont en chômage. Si l'on comprend ceux qui ont cessé de chercher du travail parce qu'il n'y en a pas, c'est-à-dire les jeunes, les femmes et ceux qui fréquentent les collèges d'enseignement et qui assistent à des cours de formation du ministère de la Main-d'œuvre, dans bien des cas parce qu'ils ne peuvent pas se trouver du travail, le chiffre n'est plus de 900,000 ni même de un million, mais probablement de un million et quart. Croyons-nous qu'on ne puisse rien faire pour résoudre ce problème?

[M. Orlikow.]

Dans la soirée de lundi, j'ai regardé une émission télévisée de Radio-Canada. Elle traitait de questions économiques et le commentateur était John Kenneth Galbraith. Il a repris un argument que certains d'entre nous ont déjà utilisé à d'autres occasions. Il a déclaré que les gouvernements partout en Occident s'étaient jugés impuissants et n'avaient pas pu trouver l'argent nécessaire pour remettre au travail environ 20 à 30 p. 100 de leur main-d'œuvre qui se trouvait en chômage durant la période de 1929 à 1939. Après la déclaration de guerre en 1939, le chômage a disparu au Canada, aux États-Unis, en Grande-Bretagne et dans d'autres pays. A l'instar de John Kenneth Galbraith, nous croyons que le chômage n'est pas nécessaire. Nous sommes d'avis qu'un gouvernement peut trouver des façons de redonner du travail aux gens et le faire assez rapidement.

Je voudrais mentionner quelques-unes des initiatives qui pourraient être adoptées dans un proche avenir si seulement le gouvernement se décidait à le faire. Tout d'abord, il nous faudrait un nouveau budget, un budget qui diminuerait immédiatement les impôts sur le revenu des particuliers, surtout ceux des personnes aux revenus faibles ou moyens, ceci afin de stimuler le pouvoir d'achat et relancer l'économie qui connaît actuellement une période de stagnation. Il faudrait immédiatement relancer tous les projets de travaux fédéraux, encourager les provinces et les municipalités à emboîter le pas et en même temps éliminer toute restriction au financement conjoint de ces projets. En consultation avec les provinces, nous devrions immédiatement accroître les budgets d'immobilisation consacrés au remembrement foncier et à la construction de logements coopératifs destinés aux personnes à faible revenu. Nous devrions immédiatement lancer un programme subventionné de réparations et de rénovations des maisons appartenant à des retraités, des invalides et des familles à faible revenu.

Si le gouvernement entreprenait ce programme si simple en soi, d'ici la fin de 1977 nous pourrions réduire le pourcentage des chômeurs de façon substantielle par rapport au taux actuel qui est à la fois scandaleux et intolérable.

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, je désire participer très objectivement à cette journée d'opposition prévue dans notre procédure. Je considère que la motion présentement à l'étude est absolument d'actualité en ce qui concerne la situation de l'économie dans notre province et également dans les provinces atlantiques. Évidemment, je me limiterai à des observations plus spécialement sur le chômage dans la province de Québec et sur les mesures qui ont été mises de l'avant pour remédier à cette situation. Je suis convaincu qu'à la suite de nos délibérations, le gouvernement sera mieux renseigné sur les véritables besoins de nos régions, et également sur les solutions qu'on devrait apporter en vue de corriger cette situation.

Monsieur le président, nous vivons dans un grand pays, le Canada, et je considère que le Parlement canadien de par ses responsabilités, doit faire en sorte que chaque région du Canada soit traitée équitablement et puisse se développer de façon normale. Cela me choque et me déprime lorsque je lis dans les journaux des reportages où l'on parle des régions sous-développées, tout comme si seuls des «sous-doués» demeuraient dans ces régions!